

## LE MARCHÉ DU CAFÉ

**Quelques points de repère :**

**A partir de 1962, le marché mondial du café a été régulé par des accords internationaux**, veillant à l'ajustement de la production et maintenant son prix relativement stable à un niveau suffisamment élevé. **En 1989**, les États Unis, 1<sup>er</sup> pays consommateur de café, suivi du Canada se sont retirés du traité. Ces départs signèrent la **fin de la régulation des prix et de la production**.

Les petits pays producteurs tels que le Vietnam se ruèrent alors sur le **développement de la production du caféier** qu'ils appelaient « l'arbre à dollars ». Ils ont été soutenus par des financements de la Banque Mondiale. En 10 ans, le Vietnam est devenu le 2<sup>ème</sup> producteur mondial. Aujourd'hui : Brésil, Vietnam et Colombie assurent 63% de la production mondiale.

**L'offre est maintenant excédentaire et les prix internationaux ont chuté**. Ils ont été divisés par 3 entre 1997 et 2002. Ils sont en 2004 les plus bas depuis 32 ans.

**La production mondiale de café est pour moitié le fait de petits caféiculteurs possédant moins de 5 ha et pour 70% possédant moins de 10 ha**. Ils sont ainsi 25 millions à dépendre de leur culture pour vivre. Ils sont souvent inorganisés, sans connaissance des prix mondiaux, sans capacité de trésorerie et sans pouvoir de négociation.

Sous la pression du Fonds Monétaire International, **sont intervenus une libéralisation de l'industrie du café et un désengagement des États du secteur du café**.

**Dérégulation et surproduction ont conduit les grands acteurs à jouir d'une situation leur permettant d'imposer leurs prix :**

- 4 entreprises internationales à capitaux occidentaux contrôlent 40% du grain vert, et
- 5 entreprises internationales à capitaux occidentaux contrôlent la moitié de la transformation et de la distribution qui se font en Occident, privant les pays producteurs de la valeur ajoutée.

**Aujourd'hui, ce sont les petits paysans qui portent sur leurs épaules l'ensemble des risques liés à l'instabilité et à la volatilité du marché.**

**Quel avenir pour les petits producteurs ?**

- Rechercher des niches de consommateurs pour des produits spéciaux : le café biologique (actuellement : 0,5% du commerce mondial) et le café équitable (actuellement, 14 400 tonnes ou 0,2% du volume de café exporté).
- Réduire les stocks de café existants afin d'assainir le marché.
- Œuvrer pour la mise en place d'une régulation internationale de la production et des cours.
- Améliorer la formation et l'information des producteurs pour renforcer leur capacité de négociation sur ces marchés très compétitifs.

## FACE À UN SECTEUR DÉVASTÉ, LES PARTENAIRES DU CCFD AU GUATEMALA, OEUVRENT POUR UN NOUVEAU DÉVELOPPEMENT



Population : 12 millions (60% d'indiens, en majorité mayas).

Langues : Espagnol + 23 langues indiennes.

Capitale : Guatemala

Superficie : 108 890 Km<sup>2</sup>

En 1996, le Guatemala est sorti d'une guerre civile de 36 ans qui a déstructuré son tissu social.

**50% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition.**

Ce pays est le 6<sup>ème</sup> exportateur mondial de café. La production de café représente 25% de l'emploi. La crise du café a entraîné la perte de 160000 emplois permanents et de 200000 emplois saisonniers. Pour 2001 - 2002, la chute des cours a créé un manque à gagner en devises de 700 millions de dollars.

**80% des terres sont aux mains de 4% des producteurs** qui repoussent les Indiens expropriés vers les montagnes. Mais aujourd'hui les grands propriétaires ne trouvant plus la production de café rentable, l'abandonnent. Le chômage qui en résulte exacerbe les conflits agraires et accélère l'exode rural ainsi que l'immigration illégale vers les Etats-Unis. Les plantations qui ne sont plus entretenues deviennent la proie de l'érosion.

### Deux partenaires du CCFD :

- La Pastorale Inter-diocésaine de la Terre : PTI,
- Le Comité Paysan du Développement de l'Altiplano : CCDA, qui expérimente actuellement la vente de café biologique équitable avec le Canada.

Ces deux partenaires oeuvrent pour mettre en place des solutions alternatives viables. Ils font partie d'un collectif : Plataforma Agraria qui rassemble des chercheurs, des défenseurs des droits de l'homme, des paysans, des Pastorales. Cette organisation a pour but de **construire une économie plus efficace tout en assurant la sécurité alimentaire de la population**. Elle favorise le développement de l'agriculture biologique et de « l'écotourisme ». Elle préconise une politique agricole définie par 6 axes prioritaires :

- Redistribuer les terres
- Diversifier la production en développant les cultures alimentaires
- Améliorer les conditions de travail des ouvriers agricoles, notamment par le strict respect de la législation en vigueur
- Soutenir les grands producteurs qui acceptent de vendre une partie de leurs terres et qui participent au processus de diversification
- Favoriser les programmes transversaux associant actions de reforestation, construction de petites centrales hydroélectriques, et promotion du tourisme écologique
- Prendre des mesures d'urgence pour assurer la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables.

## LE MARCHÉ DU COTON

### **Quelques points de repère :**

La production mondiale de coton brut est d'environ 20 millions de tonnes. Elle a pratiquement doublé en 40 ans, malgré l'apparition des fibres synthétiques.

Environ 20 millions d'agriculteurs dans le monde cultivent le coton dont 97% dans les pays en voie de développement, où il s'agit surtout de petits exploitants disposant chacun de 2 ha ou moins.

Les échanges internationaux sont dominés par les exportations des Etats-Unis et de l'Afrique de l'Ouest pour respectivement 23% et 15% des échanges mondiaux.

### **Afrique de l'Ouest et du Centre : un état de crise.**

Les surfaces cultivées en coton ont beaucoup augmenté dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. (Il en a été de même des rendements). Cette évolution a été encouragée par le FMI et la Banque Mondiale. Le coton est ainsi devenu la principale culture d'exportation apportant des revenus aux populations et une amélioration de la balance commerciale des pays. Mais :

- Les techniques de culture ont créé des déséquilibres environnementaux
- Les revenus du coton sont mal répartis entre producteurs, intermédiaires et pouvoirs publics.
- L'Afrique francophone réalise 95% de ses exportations de coton à l'état brut, n'en transformant que 5% et se prive ainsi de la valeur ajoutée par la transformation.

### **L'évolution des cours internationaux :**

La tendance constante à la baisse des cours (ils sont les plus bas depuis 30 ans) a conduit à la diminution des revenus des producteurs et à la dégradation de la balance commerciale des États. Et comme les cultures vivrières n'ont pas bénéficié des mêmes soutiens que le coton, lorsqu'il y a pénurie alimentaire, des aliments de base doivent être importés. La chute des cours du coton rend cette importation plus difficile et de ce fait elle menace la sécurité alimentaire.

### **La question des subventions :**

Dans le cadre des ajustements structurels demandés par le FMI et la Banque Mondiale, et négociés avec ces organismes, les pays d'Afrique de l'Ouest n'appliquent pratiquement plus de mesures de soutien à l'agriculture, alors que les pays développés n'ont jamais cessé de soutenir leur agriculture.

Bénin, Mali, Burkina-Faso et Tchad ont demandé la cessation des subventions et en attendant, la compensation de leurs pertes. L'Union Européenne a proposé un système d'assurances dont la faisabilité reste à étudier. Une autre solution consisterait à maîtriser l'offre par la répartition de quotas de production.

### **Diversification :**

Les producteurs de coton brut touchent moins d'un euro par kilo de coton brut. Transformé en fil, il vaut 3 fois plus et, s'il est tissé, 6 fois plus. Mais pour l'Afrique, cette transformation se heurte à la concurrence des pays asiatiques et par ailleurs l'arrivée massive de vêtements d'occasion en Afrique est un frein au développement d'une industrie orientée vers le marché local. Une solution serait de valoriser le coton par le commerce équitable ou la production de coton bio et surtout de ne pas faire reposer les économies nationales sur un seul produit d'exportation.

## AU MALI, UN PARTENAIRE DU CCFD SOUTIENT LES PAYSANS FACE À LA CRISE DU COTON



Capitale: Bamako

Superficie : 1 240 000 Km<sup>2</sup>

Population : 11,4 millions.

Langues : Français (officiel), Bambara, Sénoufo, Sarakolé, Dogon, Peul, Tamacheq, Arabe.

### Les causes de la crise du coton au Mali:

- Au plan interne : la baisse des rendements (-20% entre 2002 et 2003), la désorganisation des services de recherche et d'appui due au désengagement de l'État, et la multiplication des litiges due à l'absence de règles légales de paiement.
- Au plan externe : les subventions à l'exportation par les pays riches conduisant à la surproduction et à la baisse des prix mondiaux.

Face à cela, l'**Association des Organisations Professionnelles Paysannes du Mali : AOPP**, partenaire du CCFD, met en œuvre des actions auprès des paysans, de la société civile, des pouvoirs publics maliens et des instances internationales.

Née en 1995, l'AOPP fédère 127 associations paysannes appartenant à 7 régions du Mali. Elle a une organisation très structurée qui lui permet d'être identifiée par les pouvoirs publics comme un interlocuteur fiable et reconnu.

- Dans la perspective de la privatisation des circuits de vente, l'AOPP étudie les solutions durables qui peuvent être envisagées.
- Par une formation orientée vers les organisations paysannes, l'AOPP facilite la diffusion des nouvelles technologies de culture et de gestion.
- L'AOPP intervient auprès des partenaires nationaux et internationaux. Ainsi à la réunion de Cancun, l'AOPP a fait entendre la parole des États sahéliens et a dénoncé les graves incohérences du comportement des pays développés. Cette intervention a eu un impact fort et va désormais peser dans la réorganisation de la filière coton.

## LE MARCHÉ DU RIZ

Le riz est la céréale la plus produite au monde. Il est l'aliment de base de la moitié de la population mondiale. Il est la principale source de revenus pour des centaines de millions de petits producteurs.

En 40 ans, grâce à la révolution verte, la production a triplé passant de 200 millions de tonnes à 600 millions de tonnes de riz non décortiqué. Mais, depuis une dizaine d'années la production stagne alors que la consommation mondiale continue d'augmenter. A plus ou moins long terme, il existe donc un risque majeur pour la sécurité alimentaire mondiale.

### **Exportation et commerce mondial :**

- La majeure partie du riz produit dans le monde est consommée sur place. Mais les échanges mondiaux se développent fortement et portent en 2003 sur 25 millions de tonnes.
- Les pays en développement fournissent 83% des exportations et reçoivent 85% des importations.
- L'Union Européenne n'assure que 0,5% de la production mondiale et contribue aux exportations pour 1,4%. Les Etats-Unis assurent 1,5% de la production mondiale mais contribuent aux exportations pour 11,3%.
- Depuis les années 1990, on assiste à la concentration du négoce entre les mains de quelques sociétés occidentales.
- Les prix mondiaux du riz ont connu une forte baisse depuis le milieu des années 1980 et encore plus depuis 1997-1998. Les négociants achètent à des prix de plus en plus bas y compris pour le marché domestique.

### **Le marché :**

**Autrefois**, les principales mesures en matière de politique des prix étaient d'assurer **des prix minimum** à la production, **des achats garantis** et **le contrôle des importations** par des services semi-publics. Au fur et à mesure de la libéralisation, ces instruments de contrôle ont disparu.

**Les Etats-Unis, le Japon et l'Union Européenne** ont adopté **des politiques spécifiques d'aide à la production** tout en cherchant à se conformer aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Les politiques des **autres pays**, généralement gros producteurs, reposent sur les principes suivants : **taxes à l'exportation en cas de déficit sur le marché interne** et **subventions à l'exportation en cas d'excédent**.

### **Demain, comment satisfaire la demande ?**

En 2020, il pourrait y avoir 5 milliards de consommateurs de riz, nécessitant une production de 840 millions de tonnes très supérieure à la production actuelle. **Pour une filière aussi vitale pour l'humanité, une chose apparaît certaine : ce marché doit faire l'objet d'une réelle concertation de tous les acteurs et d'une prise de conscience de la communauté internationale.**

**AU LAOS, AVEC LE CCFD,  
ASSURER L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE  
ET DIVERSIFIER LES PRODUCTIONS**

Les premiers contacts entre le Laos et le CCFD se sont opérés par l'intermédiaire d'un ingénieur de la diaspora laotienne, passionné par les questions agricoles : Sendao Vang Keosay, qui va accompagner dans la durée les différents projets mis en œuvre.



Capitale: Vientiane

Superficie : 236 800 Km<sup>2</sup>

Population : 5,3 millions

Langues: Lao + dialectes

**Au point de départ, une étude** a été réalisée par le CCFD en collaboration avec la Cimade, sur l'une des régions les plus pauvres: la zone de Kasi, d'une superficie de 5700 Km<sup>2</sup>. Cette étude a montré :

- Les paysans pratiquent la culture du riz et du maïs sur brûlis. Il en résulte un semi-nomadisme des populations contraintes de suivre l'avancée des brûlis. Il en résulte également, en l'absence de jachère, un appauvrissement des sols.
- Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, on pratique au Laos, la culture et le raffinage du pavot, notamment dans cette région.

De cette étude résultent **3 propositions** :

- Soutenir les paysans dans l'abandon de la culture traditionnelle du pavot.
- Promouvoir la culture du riz « bas-fond » en améliorant les systèmes d'irrigation.
- Permettre une sédentarisation des populations, tout en évitant la culture sur brûlis et en permettant la régénération de la végétation et des sols.

**L'intérêt de ces propositions, notamment l'abandon de la culture du pavot, va conduire la Communauté Européenne à soutenir financièrement le programme initié par le CCFD auprès des paysans.**

**Une première étape :**

Le riz était traditionnellement cultivé dans les bas-fonds, avec des rendements médiocres, notamment en raison des méthodes d'irrigation. Une réponse particulièrement adaptée a été de proposer la **construction de petits barrages**. 10 ont été réalisés entre 1989 et 1995. Les paysans engagés dans la culture du pavot vont ainsi se reconvertir dans la culture du riz.

En outre la **formation des paysans** va leur permettre de découvrir progressivement comment diversifier leurs cultures : arachide, maraîchages, soja, arbres fruitiers, comment dépasser le stade de l'autoconsommation, comment accéder aux marchés locaux et s'assurer ainsi des nouveaux revenus.

Enfin la SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement de l'Investissement, filiale du CCFD, permet aux populations de **bénéficier de crédits** à faible taux pour financer des barrages ou investir dans la diversification de leurs activités.

**Le programme prend de l'ampleur :**

**A partir de 1997, une trentaine de barrages vont venir s'ajouter, et grâce à eux, les paysans vont pouvoir assurer leur totale autosuffisance alimentaire.**

A l'image de l'établissement coopératif créé à Kasi. **12 établissements ont été créés au Laos**. Ils ont permis de dynamiser la diversification des cultures et la création de nouvelles activités de transformation : jus de fruits, confitures, pâtes de fruits... dont Solidar'Monde autre filiale du CCFD assure la commercialisation d'une part importante.